REBAÏNE À MASCARA :

«Ils répondent aux revendications par les gaz lacrymogènes et le bâton»

M. Ali Faouzi Rebaïne, candidat à l'élection présidentielle et responsable de la formation politique Ahd 54, a animé un meeting de 25 minutes, hier matin, à la salle El-Feth de Mascara.

D'emblée, il abordera un sujet d'actualité qu'est la grève des praticiens de la santé dans le secteur public en déclarant que «face aux revendications légitimes et à l'amélioration des conditions de travail des médecins, on répond par les gaz lacrymogènes et le bâton».

Il ajoutera que le secteur de la santé a été volontairement sinistré et l'Algérien fait la queue dans les hôpitaux pour mourir.

«Eux, ajoutera l'orateur, prennent l'avion pour aller se faire soigner à l'étranger. Concernant le volet sécurité sociale, il dira que «l'Etat vole l'Algérien en termes de remboursements de frais médicaux». Et là, il tiendra à faire savoir que c'est l'UGTA qui gère l'argent de la CNAS.

«Pourquoi l'UGTA ?» s'interrogera-t-il pour dire ensuite que «c'est un syndicat qui est au service du pouvoir qui ne veut pas de syndicats autonomes».

Revenant sur la santé, il se dira scandalisé par le retour des maladies que l'on croyait disparues, telles que la gale et le typhus.

C'est le résultat, ajoutera-t-il, de l'absence de campagne de sensibilisation sur la vaccination contre certaines maladies qui se faisait avant par le biais de la télévision. «Aujourd'hui, l'ENTV a failli à sa mission et n'est préoccupée que par la campagne pour le président de la République.»

«Elle ment au peuple», lance-t-il. Concernant l'assistance de l'OMS, Rebaïne dira que «celle-ci, à l'instar d'autres organisations mondiales, nous a tourné le dos parce que constatant que la politique en vigueur ne profite pas au peuple».

Il abordera ensuite la question des médicaments qui «seraient importés par un groupuscule de personnes qui détiennent le monopole alors qu'on veut nous faire croire que les médicaments produits par Saidal sont efficaces, mais ce n'est pas le cas». Qui sont ces barons du médicament ?» questionne-t-il l'assistance en répondant «bien sûr, ceux qui étaient au pouvoir».

Photo : Samir Sid

Rebaïne très critique envers le pouvoir.

Il écorchera au passage l'administration et le clientélisme qui prévaut en son sein. Pour conclure, il tirera à boulets rouges sur le pouvoir qu'il accuse de «vouloir gérer la République comme un royaume», en exhortant les citoyens à chasser les dirigeants de leur postes comme a été chassé le colonisateur. «Nous savons tous qu'ils frauderont mais nous avons le sens des responsabilités et l'Algérie reconnaîtra les siens.»

M. Meddeber

OULD-SALEK DÉNONCE LES RÉCENTS PROPOS DE KOUCHNER

«Paris s'aligne sur la politique coloniale du Maroc»

Dans un entretien publié hier pas le magazine* Jeune Afrique*, le ministre français des Affaires étrangères a réitéré le soutien de Paris au projet «d'autonomie» marocain. Une déclaration immédiatement dénoncée par le chef de la diplomatie sahraouie, Mohamed Salem Ould-Salek.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les officiels français reviennent à la charge dans leur soutien au projet d'«autonomie du Sahara occidental» que tente d'imposer le Maroc. Cette fois-ci, c'est au tour du ministre français des Affaires étrangères, qui, dans un entretien accordé au magazine *Jeune Afrique*, a estimé que la proposition marocaine «mérite d'être discutée sérieusement». Faisant fi des résolutions des Nations unies, qui définissent clairement les parties en conflit, Bernard Kouchner est allé jusqu'à espérer «un accord entre le Maroc et l'Algérie».

Pour le french doctor, le dossier «empoisonne» les relations entre les deux pays du Maghreb.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères a réagi hier aux propos de son homologue français.

«Je voudrais au nom du Front Polisario et du gouvernement sahraoui dénoncer, une fois de plus, l'alignement aveugle de Paris sur la politique coloniale et annexionniste du Maroc, menée depuis 1975, contre le peuple sahraoui», a déclaré Mohamed Salem Ould-Salek dans un communiqué de presse rendu public hier.

«Il est très surprenant de constater que le ministre Bernard Kouchner, qui est un défenseur des droits de l'Homme, préfère suivre la politique de l'impunité pour le Maroc en matière de droits de l'homme.

Cette étrange attitude fait de la France, membre permanent du Conseil de sécurité, le seul pays qui soutient inconditionnellement le Maroc dans le reniement inacceptable de ses engagements pour l'organisation du référendum d'autodétermination, seul moyen pour permettre au peuple sahraoui de disposer, démocratiquement, de son destin», a précisé Mohamed Salem Ould-Salek.

T. H.

MOUSSA TOUATI DU FNA À BÉJAÏA :

«Tous les responsables depuis l'indépendance ont volé !»

Animant un meeting électoral à Béjaïa, le candidat du FNA, Moussa Touati, a longuement plaidé pour «l'édification d'un Etat de droit».

Moussa Touati a soutenu dans son discours que l'Algérie est dirigée comme «un Etat de personnes, d'intérêts et non de droit». Le candidat à la présidentielle a souligné que sa formation politique œuvre à «l'instauration d'une véritable démocratie, de l'alternance et du respect du choix du peuple».

Intervenant dans la petite salle de la Maison de la culture, Moussa Touati a dressé un sévère réquisitoire contre les «politiques» mises en place par les tenants du pouvoir depuis l'indépendance. Des choix politiques et économiques fondés, selon l'orateur, «sur l'intérêt, la corruption, l'injustice sociale et la mauvaise gouvernance».

«Les décisions prises ne profitent qu'aux riches. Tous nos responsables depuis l'indépendance ont volé. Montrez-moi un seul ministre qui ne possède pas de résidence à l'étranger. Ils ont dépouillé le peuple de tous ses biens. On brade nos richesses au profit des étrangers dans le seul but de cautionner le pouvoir en place», s'est insurgé Moussa Touati. Evoquant la question de l'officialisation de la langue amazigh, le président du FNA compte, dans le cas de son élection, créer une «académie pour la promotion de la langue amazigh».

Moussa Touati s'est engagé également à réviser le code de l'information actuel en vue d'une plus «large liberté d'expression».

«Chaque Algérien a le droit de s'exprimer librement», a martelé le président du FNA, qui a aussi promis de «libérer les médias lourds et l'ouverture du champ audiovisuel», avant de conclure son intervention en exhortant les citoyens à se rendre «massivement aux urnes le 9 avril».

«Voter est le seul moyen civilisationnel pour changer le régime en place», a soutenu avec force Moussa Touati.

A. Kersani

LOUISA HANOUNE À RELIZANE :

«Les électeurs sont maîtres de la décision le jour du scrutin»

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Mme Louisa Hanoune, candidate à l'élection présidentielle du 9 avril prochain, a animé un important meeting à la salle Ali-Khodja du chef-lieu Relizane, en présence d'une foule nombreuse de militants et cadres de cette formation.

En cette matinée du lundi 23 mars, un accueil impressionnant a, en effet, été réservé à Mme Hanoune, notamment par les femmes, d'autant plus que les Relizanais se souviennent encore des paroles prononcées par la SG du Parti des travailleurs dans leur ville en 2004 et qui étaient allées droit aux cœurs.

Louisa Hanoune, candidate à la présidentielle, a commencé par dire qu'elle défend fermement la rupture, dénonçant la démarche du pouvoir en place, qu'elle est pour le renouveau de l'image de l'Algérie, ternie depuis de nombreuses années, contre l'endettement, pour l'aide aux vrais fellahs et contre celle accordée à des gens peu scrupuleux... Elle a, par ailleurs, beaucoup évoqué la situation critique que vivent les travailleurs, les jeunes chômeurs, les exclus, la femme au foyer...

La SG du PT a aussi parlé de la hogra et dit qu'il est temps de restituer la parole au peuple afin qu'il exerce la plénitude de ses droits, pour qu'il définisse lui-même la forme et le contenu des institutions...

La souveraineté populaire est l'immunité de la souveraineté nationale.

A. Rahmane